



MAIRE DE VENISSIEUX

Intervention de Michèle PICARD

Lors de la présentation de ses vœux aux associations et aux personnalités

**vendredi 20 janvier 2012 - à 18 heures
(Salle Joliot Curie)**

Quel regard portons-nous sur le monde extérieur qui nous entoure, et le monde intérieur qui nous habite, qui nous fait espérer ? Je sais ici que nos regards communs convergent vers le même point : faire avancer Vénissieux, dans nos yeux, comme dans les yeux des autres. C'est cette nouvelle perception, ce moment-clé dans notre histoire commune, que je souhaitais saisir à travers le livre « Vénissieux, un autre regard ». Car dans l'image de notre essor, il y a l'implication de chacun de vous, que je veux saluer et remercier ce soir.

Cette implication a été éclatante, encourageante, et pleine de promesses à l'occasion du Grand Rendez-Vous 2011. Les habitants, les associations, les acteurs sociaux, économiques, tous nos partenaires institutionnels, par leur participation active, ont fait de ce rendez-vous une vitrine, une tribune, et un laboratoire passionnant de Vénissieux aujourd'hui, de Vénissieux demain. L'image véhiculée est celle d'une commune singulière, attachée à son histoire industrielle, et à ses racines populaires, mais ouverte à son environnement et à son agglomération.

Merci à toutes et à tous, aux citoyens, aux agents de nos services, aux parents et bénévoles, aux acteurs économiques, associatifs, politiques, d'avoir fait converger les regards sur Vénissieux, une ville en pleine mutation, dont le développement est salué, observé, et souvent cité en exemple. Il faut s'en féliciter, car depuis plus de trente ans, et malgré des crises économiques dévastatrices, chacun, avec son attachement et ses compétences, a apporté sa pierre à l'édifice pour rebâtir, méthodiquement, patiemment, un avenir à notre ville.

Regard d'une citoyenneté recouvrée, regard d'une démocratie réinventée et d'une Europe à reconstruire. Après une année 2011 catastrophique sur tous les plans, un sursaut citoyen et une révolution civique s'imposent. C'est par la mobilisation des hommes, des femmes et des peuples d'Europe, que nous sortirons du gouffre dans lequel nous conduit le capitalisme financier.

L'histoire, le patrimoine, la civilisation et l'idéal européen, méritent mieux que cette mascarade actuelle. Il y a la crise sociale, terrible, j'en parlerai plus tard, mais ce que nourrit aujourd'hui l'arrogance des marchés, c'est une crise morale, et une crise du politique sans précédent. Outre le ressentiment et les replis nationalistes, elle véhicule un désarroi profond en chaque citoyen, abasourdi, désemparé, avec ce sentiment que tout lui échappe, qu'on ne lui accorde plus le droit d'intervenir sur le cours des choses.



ville de
venissieux

Cet état de dépossession, d'un monde sans boussole, laisse derrière lui des barils de poudre qui n'attendent plus qu'une étincelle. Car oui, à l'heure actuelle, la finance est en train de mettre au pas les Etats, les souverainetés nationales, et les politiques publiques. C'est l'Etat social et solidaire, que l'impérialisme économique met à genoux. Cet été, des centaines de milliards d'euros ont été engloutis, non pas pour sauver le peuple grec, mais pour sauver ceux qui détiennent la dette grecque.

Les chantres de la libre concurrence et du libéralisme, de Nicolas Sarkozy à Manuel Barroso, tremblent et rampent, au pied des agences de notation et du triple A. Standard & Poor's lève un sourcil, et les gouvernements s'affolent, sortent des plans d'austérité, que les peuples européens sont sommés de payer au prix fort. Les Etats capitulent, et continuent de donner des gages au monstre financier, en promettant de brader ce qu'il reste à brader. Adopter la règle d'or, c'est offrir les souverainetés nationales, et l'ensemble des politiques publiques, aux diktats des marchés.

Pour nos enfants, mais aussi pour une certaine idée de l'Europe, nous ne pouvons pas laisser faire ça. Nous récoltons là les fruits d'une construction de l'Union à sens unique, l'Europe des capitaux, l'Europe marchande, l'Europe des dividendes, l'Europe comme une vaste succursale, ouverte aux délocalisations, à la désindustrialisation, au travail à moindre coût. Dans ce mécano de bric et de broc, où sont passés la parole, et le droit d'intervention des peuples ? Les référendums français, hollandais, irlandais ont été bafoués, la consultation du peuple grec interdite !

L'Europe ne souffre pas d'un déficit démocratique, mais d'un déni de démocratie. Ce système est exsangue, il faut en changer en réaffirmant la primauté du politique sur l'économique, la primauté des souverainetés nationales sur le désordre mondialisé. Si la dégradation de la France doit agir comme un électrochoc, c'est bien dans la reprise en main de la finance ! De quel droit nous gouverne-t-elle ? Voilà la vraie question. Elle représente qui, si ce n'est ses propres intérêts ! Combien de temps encore laissera-t-on les marchés détruire le tissu économique, au lieu d'investir, et spéculer sur le dos des peuples ?

Du regard de la citoyenneté, naissent les regards de la solidarité, de la laïcité, de la fidélité à notre pacte social. Ces regards entrent tous en résistance, entrent en résonance avec ce qui nous a été légué, avec ce que le Conseil National de la Résistance et les conquêtes sociales de notre histoire, nous ont donné. Une France de la solidarité, avec la sécurité sociale et le système des retraites par répartition, une France de l'équité et de l'égalité, avec une école et une santé publiques accessibles à tous.

Une France du respect de la différence et du principe de laïcité, une France réhabilitée avec son histoire, et les valeurs universelles qu'elle a portées. En creux, vous avez là la France, abîmée par les politiques libérales menées depuis plus de dix ans, amplifiées sous le quinquennat Sarkozy. Je ne vais pas relister l'ensemble des lois et réformes, injustes et scélérates, votées depuis 5 ans, mais effectuer une piqûre de rappel, en cette année charnière : bouclier fiscal, exonérations patronales sans effet sur l'emploi, suppression de près de 150 000 postes dans la fonction publique, affaiblissant gravement l'école, les hôpitaux, la justice, la recherche publique.

Vous ajoutez le report, de l'âge légal du départ à la retraite, à 62 ans, la suppression de la taxe professionnelle, le démantèlement et la privatisation rampante de la sécurité sociale, et vous avez fait le tour de 5 années de politiques de castes, pour quelques-uns, et de casse générale, pour tous les autres. Comment s'étonner que le tissu social se déchire sous nos yeux ? Dans nos villes, nos quartiers, dans nos familles, la pauvreté s'étend et se généralise. En France, selon l'INSEE, près de 8,2 millions d'hommes et de femmes, vivent avec moins de 954 euros par mois, dont 50% d'entre eux, avec moins de 773 euros mensuels. Il y a le chômage bien évidemment, au plus haut depuis 1999, et qui a augmenté de 5,6% en un an !

Chômage des jeunes, chômage de longue durée, chômage des femmes qui progresse plus fortement, sans oublier les taux dramatiques des 15-25 ans, atteints dans les Zones Urbaines Sensibles.

Ma plus vive préoccupation, c'est que cette pauvreté devient multiforme et endémique. La relation « absence de travail-pauvreté » est dépassée depuis longtemps. Il y a ainsi près de 3 millions d'actifs pauvres ; un salarié sur quatre gagne moins de 750 euros par mois ; 20% des étudiants sont considérés comme pauvres ; un million de retraités vit dans des conditions indignes. Les digues cèdent, craquent, explosent. Au quotidien, bon nombre de concitoyens ne vivent plus, mais survivent, en renonçant à se chauffer, à s'alimenter correctement, à se soigner. Ils renoncent aux droits les plus universels, ceux, justement, qui nous ont été légués.

La question qui est devant nous, en cette année cruciale, est simple : veut-on renforcer et reconstruire un état social, un état solidaire, un état redistributif et souverain, ou veut-on assister à son démantèlement et à sa disparition annoncée, sous la loi du marché ? L'argent doit redevenir un moyen, pas une finalité, au service de l'éducation, de la recherche, de la réindustrialisation et de l'innovation de nos entreprises, des PME et PMI, formidables viviers d'emplois et de richesses.

Il n'y aura pas de sursis, après 2012, pour le modèle social que nous défendons. Soit, ensemble, on le recompose et on le réinvente, soit il explose sous nos yeux, avec des conséquences dramatiques pour chacun de nous, et pour les prochaines générations. Le sursaut civique, il se joue là, et il se joue maintenant. Car les gages à la finance continuent de se multiplier. Car la TVA sociale, en plus des deux plans d'austérité du gouvernement, et d'un troisième, à n'en pas douter, après les élections, va pénaliser les plus modestes, amputer le pouvoir d'achat, et fragiliser le financement de la protection sociale.

Car aucun de ces dispositifs ne permettra de sortir de la crise en relançant la croissance, la consommation et l'emploi. Au contraire, c'est la récession que l'on va renforcer, et un gouffre social que l'on va creuser. Regard de proximité, regard de la première citoyenneté, de l'engagement et de la curiosité sur ce qui nous entoure en premier lieu : Vénissieux, notre ville, notre bien à tous. La croire hermétique au climat de la crise financière qui nous entoure, c'est faire fausse route. Car la spéculation agit aussi sur les communes, comme en témoignent les difficultés des collectivités à obtenir des prêts, auprès des banques qui elles augmentent leurs marges et commissions.

Car les plans d'austérité du gouvernement, frappent fort les finances locales : suppression de la taxe professionnelle ; gel des dotations et baisse des subventions ; un budget national qui nous supprime 200 millions d'euros. Certains députés UMP envisagent même de faire baisser les dotations aux collectivités, de 10 milliards d'euros sur 5 ans ! Sans oublier la réforme technique, dite de péréquation, qui, en l'état, risque de coûter cher aux communes les plus pauvres. Il nous faut donc, là aussi, desserrer l'étau, et continuer d'avancer en maintenant des services publics de proximité de qualité, en continuant d'investir dans le patrimoine existant et les projets d'avenir, en réaffirmant que le noyau dur de la politique c'est l'homme, le vivre ensemble, la solidarité et le partage.

C'est ce que j'appelle le trait d'union vénissien, cette force, dont ont fait preuve toutes les générations, pour sortir des crises économiques et sociales jalonnant notre histoire. Avancer est le maître mot, car l'élan de Vénissieux de ces dernières années, porte en lui énergie et espoir. Nous bâtissons une ville à taille humaine, une taille humaine qui apporte des réponses aux préoccupations, et attentes de ses habitants, sans les déposséder de leur ville, sans les déposséder de cette identité vénissienne.

Une taille humaine qui tient à ses espaces verts, ses parcs, ses jardins et son label Trois fleurs, sans lesquels Vénissieux respirerait moins bien. L'élaboration de l'Agenda 21 avec les Vénissiens, pérennise un peu plus cette ambition environnementale. Qui, il y a trente ans, aurait ainsi fait le pari d'une ville embellie, attractive, bien intégrée à son agglomération ? Ils n'étaient pas nombreux à y croire, mais ils n'ont pas baissé les bras, et c'est cette volonté qui porte aujourd'hui ses fruits.

Les signes ne trompent pas : notre ville gagne des habitants. Le recensement INSEE fait état, sur la base 2009, de 59100 habitants, que l'on peut raisonnablement estimer, aujourd'hui en 2012, à environ 61 000. De nouveaux arrivants, de nouvelles familles, mais aussi d'anciens Vénissiens, s'installent ou reviennent s'installer sur notre territoire, symbole d'une dynamique durable. Les signes ne trompent pas non plus, sur l'intérêt des promoteurs et bailleurs, toujours plus nombreux à se porter candidats, dans les grands chantiers urbains que nous avons lancés. Après les opérations réussies de l'îlot du Cerisier, et de l'avenue d'Oschatz, Vénissy est déjà un succès.

Pour l'îlot A par exemple, sur les 16 logements en accession sociale, 50% des acquéreurs sont des Vénissiens, et parmi ces 50%, 63% sont issus du plateau. 369 logements neufs livrés en 2011, 564 en 2010 : malgré un contexte économique défavorable, nous affichons des chiffres remarquables. Ce qui nous conforte dans notre politique de logement social, mais aussi dans notre volonté, d'offrir une diversité de parcours résidentiels aux habitants.

Renforcer les liens et liaisons entre les quartiers, autour d'axes structurants, donner naissance à des ensembles homogènes, avec des logements, des services publics, du tertiaire, des commerces : c'est cette réflexion transversale que nous menons, dans le cadre du développement global du cœur de ville, en renforçant les connexions avec les quartiers limitrophes, avec la gare multimodale. Elle prévaut également autour de l'axe Bonnevey, dont l'ambition n'est pas uniquement commerciale, mais bien de faire naître un quartier à part entière, de la ZAC Parilly à l'entrée de Saint-Fons.

Des perspectives fortes se dessinent, mais il y a une échéance plus proche de nous, que je tiens à adresser tout particulièrement aux Vénissiens. Symbole de l'attention que nous portons aux équipements publics, nous poserons la première pierre du nouveau CNI, fin 2012, début 2013 lieu de vie de tant de générations, lieu d'une émotion vive et d'une colère légitime, après le sinistre d'origine criminelle que nous avons tous gardé en mémoire. Je le dis souvent : l'urbain sans l'humain ne fait pas une ville. Nous ne sommes plus là dans la projection, mais dans le domaine du combat politique.

Vivre dans une ville qui a maintenu une ATSEM par classe en maternelle, qui a maintenu le 1% artistique, qui œuvre pour l'accès aux connaissances, à la culture pour tous, c'est vivre dans une ville qui n'a pas capitulé sur des principes de base : éducation, accompagnements périscolaires, contrat enfance jeunesse, santé. Si Vénissieux a changé, bougé, elle n'a pas transigé au sujet de ses priorités. Dans le courant de l'année 2012, nous allons poser la première pierre du groupe scolaire et Maison de l'Enfance Joliot Curie, ainsi que celle du nouveau Lycée Jacques Brel.

En 1966, Vénissieux était la première ville en France à créer un service municipal de l'enfance. La continuité du combat politique, elle est là, entre ces deux dates, au cours desquelles le fil ne s'est jamais rompu. Concéder, c'est déjà trop céder à l'air du temps : croyez-vous que la lutte, pour le maintien d'une industrie innovante, soit une lutte sans lendemain ? Le combat que nous menons, âpre, difficile, aux côtés des ouvriers, des salariés, de Veninov et d'ailleurs, c'est un combat d'avenir, pour maintenir les productions, les savoir-faire, et l'emploi sur notre territoire, pour les transmettre aux jeunes générations.

Le temps politique et le temps d'une ville, sont des temps longs. Sans faire preuve d'angélisme, ni de triomphalisme, nous avons pris très vite à bras le corps, ce sujet du droit à la tranquillité, et nous enregistrons des résultats encourageants. L'insécurité et la délinquance diminuent dans notre ville, quand elles augmentent dans d'autres communes de l'agglomération. Il nous reste beaucoup d'efforts à fournir, mais cette continuité dont je parle, permet de faire avancer notre ville sur le bon chemin.

On aimerait aussi, car il faut bien parler des sujets qui fâchent, que chacun en la matière, assume ses compétences. Sur des questions centrales, comme le droit au logement, la lutte contre la pauvreté, les squats ou l'errance des roms dans notre agglomération, c'est à l'Etat d'apporter des réponses dignes, et à la hauteur des enjeux. En la matière, il y a des procédures judiciaires et des lois, auxquelles les maires ne peuvent déroger, ni se substituer. Nous gérons l'urgence, les mains dans le

campouis, pour éviter de potentielles tragédies, mais la résolution de ces difficultés n'est pas de notre ressort.

Si l'Etat fuit ses responsabilités, il crée de facto ces situations inhumaines, indécentes, qui peuvent devenir dramatiques à tout instant, où chacun se renvoie la balle, sans avancer d'un centimètre sur la question. Le plan grand froid, dans lequel s'est investie Vénissieux, montre que des synergies de moyens Etat-Collectivités, peuvent apporter des réponses rapides et dignes, à condition que chacun remplisse son rôle.

Jamais le regard que nous portons sur nous-mêmes, sur notre ville, sur notre proche entourage, ne peut avoir autant d'implications dans le regard que nous portons, sur le monde extérieur, sur la France et la place de l'Europe dans le monde. Entre les deux, il n'y a qu'une passerelle : l'engagement.

2012 est l'année ou jamais, pour se réapproprier l'espace politique et public, celui des débats de société.

2012 est l'année ou jamais, pour se réapproprier un espace économique, parti à la dérive.

2012 est l'année ou jamais, pour inverser les rapports de force, et réaffirmer la primauté de l'humain au cœur de l'Etat, de l'éducation à la santé, de la justice à la recherche, de l'emploi à la formation.

Je vous souhaite à toutes et à tous, une bonne année 2012, et je vous souhaite de rester sourds à la pensée unique, à la fatalité et à la résignation ambiante. Écoutons nos désirs, mobilisons nos forces, pour faire de cette année 2012, une année charnière, une année de profonde rénovation, une année de révolution civique. « On ne peut comprendre la vie qu'en regardant en arrière, on ne peut la vivre qu'en regardant en avant », disait Kierkegaard.

Posons donc un regard fier et engagé, sur des lendemains à réinventer.

Je vous remercie.